



CONTRE LA GUERRE / CONTRE L'EXPLOITATION

LES VAUTOURS APRÈS LA TEMPÊTE



A peine le cyclone Chido passé que le défilé des pires charognards commence. Le gouvernement français qui avait envoyé l'année dernière 1800 militaires à Mayotte, chasser, arrêter, raquetter et démolir l'habitation de plusieurs milliers de personnes, revient au lendemain d'un cyclone destructeur dont nous ne connaissons à ce jour pas

le nombre de victimes, dégueuler son mépris colonialiste et nous faire part de ses objectifs pour Mayotte. Les mots sont faibles pour décrire l'ignominie d'une classe politique aux abois prête au pire pour servir son agenda politique.

Comme souvent, le premier réflexe du gouvernement a été de garder le contrôle, d'empêcher les pillages, de saboter les efforts d'entraide et d'organisation des habitants pour porter secours et nettoyer là où aucune aide « officielle » n'arrivait les premiers jours. On renvoie déjà les gosses à l'école alors qu'il n'y a quasiment plus d'eau courante, d'électricité, de transports, que les cultures sont ravagées, que l'hôpital fonctionne à peine et que dans les bidonvilles transformés en champs de ruines, on enterre à bout de bras.

L'Etat se targue d'envoyer une aide minimum mais sa priorité est avant tout de garder la main sur ce qui n'est pour lui qu'une zone stratégique sur l'Océan Indien. Il s'agit donc d'intensifier la répression à l'égard des immigrés comoriens, de trier la population, d'empêcher la révolte. Comment est-il possible d'en arriver à cette situation, à parler d'occupation, de guerre migratoire, de dénoncer les accouchements clandestins et de promettre d'être encore plus dur après ça ? Il faut être un salopard de ministre de l'Intérieur ! Alors la carte d'identité française devient le précieux sésame pour prétendre aux maigres aides alimentaire ou aux matériaux de construction.

Politique de la terre brûlée, on chasse les indésirables et on contrôle la reconstruction en essayant d'investir le moins de capitaux. En un mot : la reprise du contrôle sur le territoire. Les gens là-bas ne sont maîtres de rien, réduits à survivre dans une réalité post-apocalyptique. Les conditions de la catastrophe étaient par ailleurs déjà réunies avant l'arrivée du cyclone. La sécheresse chronique, la violence et le rapprochement des cyclones

tropicaux ne sont pas des aléas naturels, la précarité des habitats et des infrastructures d'accès aux soins et à l'eau non plus, le monopole commercial du groupe SODIFRAM et la protection à tout prix de ses stocks alimentaires, toujours pas. Le capitalisme pose les jalons de la catastrophe à Mayotte comme à Valence, la bourgeoisie se charge d'en appliquer les froides mesures. La catastrophe est capitaliste, les bourgeois la mettent en œuvre, eux qui n'en meurent jamais!

A Valence, les inondations survenues suite à des pluies diluviennes les 28/29 octobre 2024 ont été particulièrement meurtrières. L'Etat espagnol a réagi à peu près de la même manière. Premièrement il leur faut garder les moyens de gérer la situation comme ils l'entendent, c'est à dire que souvent les institutions sont affaiblies et les gens commencent à s'organiser par eux-même pour secourir, reconstruire, se nourrir... Pas question ! nous disent-ils, envoyons l'armée s'en occuper. L'ordre doit être maintenu à tout prix. Deuxièmement il faut,



Le Roi Felipe au chevet de son bas-peuple

pour garder un semblant de crédibilité, jouer les humanistes et aller se pavaner sur les lieux en faisant des promesses... quitte à se prendre des seaux de boue dans la tronche à l'image du roi Felipe VI. Rappelons que malgré les alertes météo, patrons et gouvernement régional ont refusé d'appeler les travailleurs à rester chez eux. Et surtout il faut marteler que la catastrophe était inévitable, que ce soit Mère Nature ou bien le Saint-Esprit, il ne faut surtout pas questionner les raisons qui amènent tant de malheur.

L'explication ? le texte des camarades espagnols de Barbaria* nous en propose une : «Les causes sont profondes, elles sont liées aux fondements mêmes du capitalisme : un système qui entasse les travailleurs dans des zones

marginales et à faibles revenus des villes afin de mieux les exploiter, un système qui protège et privilégie l'activité productive et commerciale, sans se soucier de protéger les gens, à la merci de leur sort au milieu de la tempête. Et puis il y a aussi les différents « dirigeants » du système capitaliste qui sont bonnet blanc et blanc bonnet. À cette occasion, ces ordures, ces moins-que-rien, qu'ils s'appellent Mazón ou Sánchez, sans oublier les Bourbons, peuvent ajouter à leur état habituel de laquais le fait qu'ils sont responsables des morts et de la tragédie vécue. Nous n'oublierons pas leurs noms et, à la première occasion, nous le leur ferons payer.»



A écouter, Radio 2049 commence à émettre sur Youtube avec 4 premières émissions avec pour thème la guerre et son refus. A propos du défaitisme en Ukraine, des possibilités et impossibilités de lutter contre la guerre en Israël ou en Palestine quand on lutte déjà et avant tout pour survivre. Probablement d'autres émissions à venir avec d'autres sujets mais toujours avec pour horizon la révolution ! Vivement la suite !

Tandis que les banlieues de Los Angeles brûlent, les compagnies d'assurances chient dans leurs frocs en voyant la note s'alourdir. Les dégâts actuels sont estimés à près de 150 milliards de dollars. On parle beaucoup des quelques stars qui ont perdus leur énième villa mais les assureurs ce foutent bien des gens qui se retrouvent à dormir dans leur voiture après avoir tout perdu. Leur but premier c'est de savoir comment ils vont pouvoir rembourser le moins possible. S'organisant avec des armées de gratte-papier prêts à trouver la moindre faille pour refuser le remboursement. Gare à eux, la vengeance pourrait s'abattre, comme l'a fait Luigi en fumant de trois balles un patron de la première assurance de santé privée en pleine rue.

MISÈRE DE L'HUMANITAIRE

Les années 90 sonnent le renouveau de l'intérêt des habitants des pays riches pour la misère dans laquelle est maintenu le reste des gens qui peuple cette planète. Grâce au matraquage télévisé de tubes humanitaires et à la naissance de nombreuses ONG qui se multiplient alors comme des petits pains, la charité catholique prodiguée aux pauvres sous une forme festive et modernisée se dote de moyens d'agir efficaces pour que ces derniers ne se révoltent pas trop... Car on le sait bien, on ne mord pas la main qui nous nourrit !

Les ONG qui font leur blé en soutirant du pognon et des subventions, ont souvent vocation à la réinsertion sociale en exploitant de jeunes volontaires et des déclassés sans emploi dans des conditions de travail pourries, capitalisant sur leur volonté d'aider «les derniers parmi les derniers». Comme dans chaque entreprise, un large fossé existe entre les cadres grassement payés et les bénévoles sur le terrain soumis aux aléas des conditions d'existence et de travail en zone de tension dans le capital. Où ils sont tour à tour sauveurs, disparus, monnaie d'échange, flics ou le plus souvent travailleurs traumatisés à qui l'on propose à leur tour des «cellules de soutien et d'écoute», «d'inclusivité et des questions de genre» pour faire face à l'horreur quotidienne de la situation, des charniers, des viols, des pénuries.

Aujourd'hui chaque milice, chaque groupe politique qui cherche à étendre son pouvoir possède son volet humanitaire qui lui permet de lisser son image, de faire du prosélitisme, de brasser légalement des millions afin de financer ses ambitions politiques, par des dons privés, une masse d'argent public et aussi grâce au racket organisé sur les vivres et le matériel destiné aux démunis ou tout simplement par la pratique assez efficace du détournement de fonds (de SOS Racisme à l'ARC en passant par des tas de communautés religieuses).

A Mayotte, des dizaines de structures s'activent à épauler l'Etat dans sa gestion de crise après le carnage, afin de «transformer le drame en opportunité» comme l'a joliment dit Macron. La guerre contre les clandestins passe par la réalisation de la noble cause humanitaire, main dans la main avec la force militaire. L'action des ONG se déroule dans le même temps que celui de la sécurité civile, elle emprunte les mêmes canaux elle suit les mêmes protocoles et priorités établis par l'Etat qui leur sous-traite des tâches spécifiques de gestion de la crise, du cheminement des marchandises, au tri de la population qui peut accéder aux soins, à un hébergement et aux denrées de première nécessité. Comme lors des guerres, après des catastrophes industrielles ou encore dans la situation post-catastrophe naturelle, la main qui assassine est aussi celle qui soigne.

LES RESCAPES DES CORONS

Le 10 mars 1906 un terrifiant grondement retentit à l'Est de Lens dans la mine des «Courrières». Il s'agit d'un coup de grisou et d'un coup de poussière, ce sont les plus grands dangers de la mine qui viennent de se produire en même temps. A savoir un gaz inodore et une fine poussière de charbon particulièrement inflammables. En quelques secondes ce sont 110 km de galeries qui sont touchées. Seulement 576 mineurs sur les 1800 qui était descendus sortiront de la mine ce jour-là. Les autorités décident sans trop se presser, d'envoyer des équipes de sauveteurs quelques jours après le drame. Pour les mineurs et leurs familles cette réaction est déjà bien trop tardive. Partout dans la région ça s'organise contre la gestion capitaliste de la catastrophe. Dès le 13 mars lors des obsèques des mineurs, la grève est déclarée ! De nombreux slogans révolutionnaires florissent appelant à la révolte générale. Dans les jours qui suivent le mouvement s'étend jusque dans des bassins miniers de Belgique. Le 20 mars une trentaine de rescapés sortent par leurs propres moyens de la mine alors que les accès avaient été calfeutrés pour tenter de sauvegarder ce qui restait des infrastructures. Un geste abject qui en dit long sur la considération que peuvent avoir les bourgeois quant à la vie des prols. Cela ravive évidemment d'autant plus la colère de la population. Ce chien de Georges Clémenceau, alors ministre de l'Intérieur, fait venir l'armée pour canaliser la révolte, environ 30000 hommes soit 1 soldat pour deux grévistes. Tandis que les grèves s'éternisent, la répression s'abat impitoyablement sur les mineurs désarmés qui sont nombreux à être arrêtés lors de manifestations. La tension est alors palpable dans la région, un officier de l'armée est même tué. Dans le même temps des négociations ont lieu. Celles-ci offrent des compensations financières aux familles, une augmentation de 10% sur la paye des mineurs et enfin la mise en place d'une journée de repos hebdomadaire. Ceci est pourtant une bien maigre compensation face à la catastrophe capitaliste qui s'est abattue dans les mines ce jour-là et qui continue encore aujourd'hui et partout dans le monde de se reproduire.